

«entièrement nouveaux». «Les républiques seront la base et elles ne transféreront que volontairement leurs pouvoirs au centre.»

On nous a expliqué à maintes reprises que la volonté de transformer la fédération découle de ce que l'URSS n'est une fédération que de nom, et qu'elle est, en fait, un État hautement centralisé. On nous a souvent cité la statistique suivante : 90 à 95 p. 100 des entreprises de l'Union soviétique sont dirigées à partir du centre, au détriment des républiques. M. Vitold Fokin, président de la Commission du plan de l'Ukraine, nous a expliqué un peu piteusement que, à la réunion du Soviet suprême d'Ukraine, il aurait du mal à défendre les résultats économiques, mais les gens «doivent comprendre que beaucoup de problèmes découlent du centralisme à outrance.» Au fur et à mesure de nos rencontres, nous nous sommes aperçus que les Soviétiques fondent presque tous les espoirs de réforme aussi bien économique qu'écologique sur la décentralisation.

C'est dans ces circonstances que la Lituanie a déclaré son indépendance le 11 mars et que l'Union soviétique a réagi avec colère en imposant un blocus économique. À Moscou, le Comité a rencontré tout d'abord une délégation de députés du Parlement lituanien qui ont lancé un appel à l'aide économique et politique internationale. Ils soutiennent que, s'il réagissait fermement contre le blocus soviétique, l'Occident pourrait fort bien aider Gorbatchev dans sa lutte contre les conservateurs du Kremlin. «Une réaction faible de la part de l'Occident stimulera les pulsions impérialistes de Moscou. Le sort de la *perestroïka* est lié à celui de la Lituanie. S'il est fait recours à la violence, c'en sera fait de la réforme en Union soviétique, tout comme la répression de Prague en 1968 a mis fin aux réformes de Khrouchtchev.»

Nous avons rencontré chez les Soviétiques pas mal de sympathie pour la cause des États baltes. Un membre non communiste nouvellement élu du soviét de Leningrad nous a informés que plusieurs de ses collègues avaient envoyé au président Gorbatchev un télégramme où ils exprimaient leur opposition absolue à l'utilisation de la force militaire et leur croyance que «la Lituanie est une partie indépendante de l'Union soviétique et qu'elle a le droit de faire sécession.» Il a reconnu, par contre, que la question était loin de faire l'unanimité et que beaucoup appuyaient la position et la démarche de M. Gorbatchev dans cette affaire.

M. Georgy Arbatov compte parmi ceux qui trouvent que les Litvaniens veulent aller trop vite. Il cite à ce sujet le vieux proverbe qui dit qu'il y a «des gens qui sont prêts à mettre la planète en feu pour cuire leurs oeufs». M. Aleksei Obukov, haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères, nous a exposé avec force la position intransigeante du gouvernement soviétique. Selon lui, toutes les républiques ont le droit de faire sécession,